



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 16-20 novembre 2020

Distribution: générale	Point X de l'ordre du jour
Date: 23 juillet 2020	WFP/EB.2/2020/X-X/X/DRAFT/Rev.1
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de plan stratégique de pays — Cuba (2021-2024)

Durée	1 ^{er} janvier 2021-31 décembre 2024
Coût total pour le PAM	30 692 664 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes* et de l'âge	4

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Depuis près de 60 ans, Cuba progresse sur la voie de l'élimination de la pauvreté et de la faim, grâce à l'accès gratuit et universel aux services essentiels et à ses programmes de protection sociale. La sécurité alimentaire et la nutrition figurent parmi les grandes priorités du Gouvernement cubain, comme en atteste son plan national de développement économique et social jusqu'en 2030¹. La nouvelle constitution approuvée en 2019 consacre le droit à l'alimentation pour tous et fixe également pour objectif d'assurer la sécurité alimentaire de l'ensemble de la population. Toutefois, des problèmes considérables demeurent en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Le présent plan stratégique de pays vise à faire face aux répercussions des phénomènes hydrométéorologiques extrêmes et des changements climatiques sur les systèmes alimentaires, à la forte dépendance des importations de denrées alimentaires, à l'accès limité à des aliments

¹ Gouvernement cubain. 2017. *Documentos del 7mo. Congreso del Partido aprobados por el III Pleno del Comité Central del PCC el 18 de mayo de 2017 y respaldados por la Asamblea Nacional del Poder Popular el 1 de junio de 2017*. Véase: <http://www.granma.cu/file/pdf/gaceta/%C3%BAltimo%20PDF%2032.pdf>.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto
Directeur régional
Amérique latine et Caraïbes
courriel: miguel.barreto@wfp.org

M. P. Mattei
Directeur de pays
courriel: paolo.mattei@wfp.org

sains, de qualité et diversifiés, au double fardeau de la malnutrition et à l'absence d'un système de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Le PAM appuiera le programme pour l'autonomie de l'approvisionnement alimentaire des municipalités qui contribue à réduire les importations de produits alimentaires; les programmes d'alimentation scolaire, de santé maternelle et infantile, et de prise en charge des personnes âgées; le plan de prévention et de lutte contre l'anémie; le plan national de lutte contre le changement climatique (*Tarea Vida*); et le plan national pour la souveraineté alimentaire et l'éducation nutritionnelle². Le plan stratégique de pays concorde avec le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2020–2024) afin de contribuer au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le portefeuille stratégique du PAM comprend quatre effets directs stratégiques interdépendants et complémentaires:

- *Effet direct stratégique 1:* Les populations exposées à des risques multiples conservent leur accès à l'alimentation pendant et après une catastrophe.
- *Effet direct stratégique 2:* D'ici à 2024, l'état nutritionnel des groupes vulnérables sur le plan nutritionnel, ainsi que la diversité et la teneur nutritionnelle de leur régime alimentaire, s'améliorent dans les municipalités ciblées.
- *Effet direct stratégique 3:* D'ici à 2024, les groupes vulnérables bénéficient de systèmes alimentaires locaux plus résilients face aux effets du changement climatique et de filets de protection sociale plus efficaces.
- *Effet direct stratégique 4:* D'ici à 2024, les autorités locales et nationales disposent de capacités renforcées pour gérer des systèmes alimentaires et nutritionnels inclusifs, complets et adaptatifs.

Pour obtenir ces effets directs stratégiques, le PAM s'emploiera essentiellement: à renforcer la résilience des systèmes alimentaires locaux pour qu'ils soient mieux à même de répondre à la demande des programmes de protection sociale, en donnant la priorité aux groupes les plus vulnérables³; à accroître les capacités de gestion, de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise; à améliorer les connaissances sur les régimes alimentaires sains et la nutrition; et à appuyer le système logistique national. Il prévoit de transposer à plus grande échelle des activités et des modalités novatrices fondées sur des données factuelles issues de la mise en œuvre dans les domaines suivants: repas scolaires composés de produits locaux pour les enfants scolarisés en primaire dans des "externats ruraux"⁴; transferts de type monétaire en faveur des institutions municipales chargées de l'éducation, de la santé et du commerce pour favoriser l'achat d'aliments produits localement; surveillance des cultures intégrée dans le système d'alerte rapide; et dispositifs de microassurance destinés à améliorer la gestion des risques climatiques. Le PAM fera office de facilitateur, tout en s'efforçant d'obtenir des effets directs à dimension nutritionnelle en tenant compte de l'égalité des sexes et des âges.

Le présent plan stratégique de pays est conforme au Plan stratégique du PAM pour 2017–2021 et contribue à l'obtention des résultats stratégiques 1 (accès à la nourriture), 2 (élimination de la malnutrition), 4 (systèmes alimentaires durables) et 5 (renforcement des capacités). Il appuiera l'action menée par le pays pour réaliser les objectifs de développement durable, notamment les

² Article de l'Agencia Cubana de Noticias sur le lancement du plan national pour la souveraineté alimentaire et l'éducation nutritionnelle. <http://www.acn.cu/economia/62015-presentan-plan-de-soberania-alimentaria-y-educacion-nutricional-en-cuba-fotos>.

³ Les enfants de 6 à 23 mois, les femmes enceintes dans les maternités, les enfants d'âge préscolaire (de 1 à 5 ans), les enfants des écoles primaires âgés de 6 à 11 ans, les personnes âgées et les populations touchées par des chocs.

⁴ Ces établissements ne fournissent pas de repas à leurs élèves. Les enfants rentrent chez eux pour déjeuner et retournent à l'école l'après-midi.

objectifs 2, 5 et 17, et sera mis en œuvre en partenariat avec les autorités locales et nationales, d'autres organismes des Nations Unies (en particulier les autres organismes ayant leur siège à Rome), des institutions techniques, des établissements universitaires et des centres de recherche, et d'autres acteurs encore.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour Cuba (2021–2024) (WFP/EB.2/2020/X-X/X), pour un coût total pour le PAM de 30 692 664 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Cuba est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure qui compte 11,2 millions d'habitants, dont 23 pour cent vivent dans les zones rurales, 50 pour cent sont des femmes et 20,4 pour cent ont plus de 60 ans. L'espérance de vie à la naissance est de 78 ans (80 ans pour les femmes et 76 ans pour les hommes). Sur les 189 pays et territoires évalués en 2019⁵, le pays se classait au 72^{ème} rang selon l'indice de développement humain et occupait la 65^{ème} place pour ce qui est de l'indice d'inégalité de genre.
2. Depuis plus de 60 ans, l'accès gratuit et universel aux services essentiels et l'existence de filets de protection sociale ont permis d'accomplir des progrès dans l'élimination de la pauvreté et de la faim. La nouvelle constitution approuvée en 2019 garantit le droit à l'alimentation et réaffirme l'objectif consistant à assurer la sécurité alimentaire de l'ensemble de la population⁶.
3. Toutefois, Cuba importe environ 70 pour cent des produits alimentaires dont le pays a besoin pour un coût de 1,7 milliard de dollars par an. Cinquante pour cent de l'assortiment alimentaire mensuel subventionné pour l'ensemble de la population sont importés⁷. Désireux de réduire les importations, le Gouvernement donne la priorité à l'augmentation de la production vivrière.
4. Cuba est l'un des pays des Caraïbes les plus exposés à l'impact des phénomènes hydrométéorologiques extrêmes qui devraient augmenter en fréquence et en gravité sous l'effet du changement climatique, au péril du secteur agricole et de la sécurité alimentaire⁸. En outre, selon les sismologues, il est très probable qu'un tremblement de terre se produira dans un proche avenir⁹.
5. Des lacunes persistent dans le système d'approvisionnement. Parmi les priorités nationales figurent le renforcement de la capacité d'entreposage, y compris l'infrastructure et la manutention, la mise en place de mécanismes de distribution de vivres rapides et efficaces pour les programmes de protection sociale et la résolution d'autres problèmes logistiques.
6. La situation économique et financière délicate du pays se détériore avec le durcissement du blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique. En outre, dans le contexte social et démographique actuel, de nouveaux problèmes surgissent en raison du vieillissement rapide de la population et de l'émigration.
7. Le vieillissement rapide de la population et l'émigration, principalement de jeunes et de professionnels, posent de nouveaux problèmes socioéconomiques¹⁰.

⁵ Programme des Nations Unies pour le développement. 2019. *Human development reports: Table 5: Gender inequality index (GII)*. <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/CUB> et <http://hdr.undp.org/en/content/table-5-gender-inequality-index-gii>.

⁶ Gouvernement cubain. 2019. *Constitución de la República de Cuba (artículo 77)*. <http://www.granma.cu/file/pdf/gaceta/Nueva%20Constituci%C3%B3n%20240%20KB-1.pdf>.

⁷ Gouvernement cubain. 2019. *Cuba: Informe nacional sobre la implementación de la Agenda 2030*. https://foroalc2030.cepal.org/2019/sites/foro2019/files/informe_nacional_voluntario_de_cuba_sobre_implementacion_de_la_agenda_2030.pdf.

⁸ Gouvernement cubain 2015. *Segunda comunicación nacional a la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el cambio climático*. http://euroclimaplus.org/intranet/_documentos/repositorio/02Comunicaci%C3%B3n%20ONUCambio%20Climatico_Cuba.pdf.

⁹ Radio Cadena Agramonte. 2020. "Cuba mantuvo en 2019 baja sismicidad y alta vigilancia". Article publié le 5 janvier. <http://www.cadenagramonte.cu/articulos/ver/93053:cuba-mantuvo-en-2019-baja-sismicidad-y-alta-vigilancia>.

¹⁰ Bureau national de la statistique et de l'information. 2016. *Migraciones a nivel de estratos de asentamientos: resultados principales en la Encuesta Nacional de Migraciones ENMIG*. http://www.onei.gob.cu/sites/default/files/08_informe_completo_0.pdf.

8. La pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) réduit considérablement les sources des revenus familiaux et nationaux, en particulier le tourisme, ce qui a des incidences différentes selon l'âge et le sexe. Les importations planifiées de denrées alimentaires et d'autres produits sont freinées par les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale et les incertitudes relatives à l'impact de la pandémie sur les marchés internationaux.

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

9. Le bilan commun de pays des Nations Unies achevé en 2019 montre que les six axes stratégiques du plan national de développement économique et social jusqu'en 2030 concordent avec les 17 objectifs de développement durable (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cuba a créé un groupe national chargé de mettre en œuvre le Programme 2030, mais le processus engagé pour définir des indicateurs et des mécanismes de suivi, d'évaluation et de reddition de comptes n'est pas encore finalisé.
10. Le Gouvernement a présenté son premier examen national volontaire consacré à la mise en œuvre du Programme 2030, en décrivant les progrès accomplis et les difficultés qui restent à surmonter pour la réalisation de chaque ODD, et en s'engageant à ne laisser personne de côté¹¹.
11. Malgré les politiques publiques en place, les personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle¹², les ménages dirigés par une femme qui vivent entièrement de leur salaire ou de l'aide sociale, les mères célibataires, les personnes âgées, les ménages à faibles revenus, et les habitants des régions les plus exposées aux catastrophes naturelles ou difficiles d'accès sont très vulnérables.
12. Pour tenir ses engagements concernant l'ODD 5, le Gouvernement cubain a adopté des procédures et des mécanismes pour prendre en compte l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les politiques, la législation, la planification, le suivi, les programmes et les budgets¹³. En dépit des progrès importants qui ont été accomplis, des efforts concertés restent nécessaires¹⁴. Les femmes travaillent en moyenne 14 heures de plus par semaine que les hommes, puisqu'elles assument la charge des soins et des travaux domestiques non rémunérés¹⁵. Cette inégalité entrave leur autonomie et ne leur permet pas d'exploiter pleinement leur potentiel, entraînant une sous-estimation de leur contribution à l'économie.

¹¹ Gouvernement cubain. 2019. *Cuba: Informe nacional sobre la implementación de la Agenda 2030*. https://foroalc2030.cepal.org/2019/sites/foro2019/files/informe_nacional_voluntario_de_cuba_sobre_implementacion_de_la_agenda_2030.pdf.

¹² En 2017, ces personnes étaient au nombre de 16 482, soit 0,15 pour cent de la population.

¹³ Gouvernement cubain. 2019. *Informe Nacional sobre el Avance en la Aplicación de la Estrategia de Montevideo para la Implementación de la Agenda Regional de Género en el marco del Desarrollo Sostenible hacia 2030*. https://www.cepal.org/sites/default/files/cuba_em_2019.pdf et Nations Unies. 2020. *Women's autonomy in changing economic scenarios*. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45037/S1900722_en.pdf?sequence=4.

¹⁴ Contraloría General de la República de Cuba. 2019. *Auditoría de Desempeño de la Preparación para la implementación de los ODS, con énfasis en el ODS 5*. <http://www.contraloria.gob.cu/sites/default/files/documento/2019-10/Informe%20%20Auditoria%20ODS%205%20Cuba1.pdf>.

¹⁵ Bureau national de la statistique et de l'information. 2020. *Encuesta Nacional sobre Igualdad de Género ENIG-2016 Informe de Resultados*. <http://www.onei.gob.cu/node/14271>.

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

13. *Accès à l'alimentation.* En 2018, moins de 2,5 pour cent de la population cubaine était sous-alimentée¹⁶. Plusieurs programmes nationaux assurent l'accès à l'alimentation. Ils prévoient une ration mensuelle d'aliments de base fortement subventionnée pour tous, dont la composition varie selon l'âge; un programme d'alimentation scolaire d'envergure nationale pour les écoliers du primaire pensionnaires ou demi-pensionnaires; un programme complet de santé maternelle et infantile; un programme complet de prise en charge des personnes âgées; et des cantines communautaires pour les personnes à très faible revenu ou défavorisées, en particulier les personnes âgées¹⁷.
14. Toutefois, ces programmes ne permettent pas d'assurer un régime alimentaire suffisamment varié, car les fruits et légumes frais ne sont fournis qu'en quantité limitée. L'assortiment alimentaire mensuel subventionné couvre presque 40 pour cent de l'apport énergétique recommandé. Pour combler les 60 pour cent manquants, les ménages achètent des vivres sur différents marchés non subventionnés, qui se caractérisent par des prix élevés et un approvisionnement irrégulier. Selon les estimations, un ménage cubain moyen consacre entre 55 et 70 pour cent de ses revenus à l'alimentation¹⁸. La situation devrait se maintenir, voire empirer, en raison de l'impact de la COVID-19.
15. En dépit des efforts nationaux déployés, les personnes de plus de 65 ans¹⁹ qui vivent seules (soit 15 pour cent des personnes âgées) sont particulièrement exposées à l'insécurité alimentaire. En outre, en raison d'un financement insuffisant, le programme d'alimentation scolaire ne prend pas en charge les écoliers du primaire externes (70 pour cent des enfants âgés de 6 à 11 ans) dont les mères ne participent pas à des activités génératrices de revenus. Ces enfants ne reçoivent pas de repas à l'école et ont généralement un accès plus limité à l'alimentation, en particulier dans les zones rurales reculées.
16. *Fin de la malnutrition.* Le retard de croissance et la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans ne constituent pas des problèmes de santé publique. Grâce à la prise en charge globale des femmes enceintes et de leurs nourrissons, les taux de morbidité, de mortalité et de malnutrition sont faibles. Cuba consacre 27,6 pour cent du PIB à la santé publique et à l'aide sociale²⁰. En 2019, le taux de mortalité infantile était de 5 pour 1 000 naissances vivantes, tandis que le taux de mortalité maternelle était de 37,4 pour 100 000 naissances²¹. La réduction de ce dernier taux reste la priorité des autorités sanitaires.

¹⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), PAM et Organisation mondiale de la santé (OMS). 2019. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019. Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques*. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000106772/download/?_ga=2.97010328.600802837.1594022797-1582855252.1593615825.

¹⁷ Connue sous le nom de dispositif d'aide aux familles.

¹⁸ Inter Press Service en Cuba. 2018. *Dinámica de gastos básicos en Cuba*. <http://www.ipscuba.net/author/betsy-anaya-cruz-y-anicia-esther-garcia-alvarez-economistas-cubanas/>.

¹⁹ Cubadebate. 2020. "Cuba en datos: ¿Cómo envejece la población cubana?" Article publié le 24 janvier 2020. <http://www.cubadebate.cu/especiales/2020/01/24/cuba-en-datos-como-envejece-la-poblacion-cubana/#.Xpo2WchKhPY>.

²⁰ Bureau national de la statistique et de l'information. 2019. *Anuario Estadístico de Cuba, 2018*. <http://www.onei.gob.cu/node/14212>.

²¹ Cubadebate. 2020. "Cuba registra una tasa de mortalidad infantil de 5.0 fallecidos por cada mil nacidos vivos en 2019". Article publié le 3 janvier 2020. <http://www.cubadebate.cu/noticias/2020/01/03/cuba-registra-una-tasa-de-mortalidad-infantil-de-50-fallecidos-por-cada-mil-nacidos-vivos-en-2019/#.XoUOd4hKhPY>.

17. Le régime alimentaire du ménage cubain moyen est pauvre en micronutriments et il n'est pas suffisamment sain ou diversifié en raison de la disponibilité limitée et irrégulière d'aliments nutritifs, de facteurs socioéconomiques et de mauvaises habitudes alimentaires. En conséquence, le double fardeau de la malnutrition persiste: les carences en micronutriments, et le surpoids et l'obésité, qui sont de plus en plus préoccupants, selon les autorités sanitaires. En 2016, environ 25 pour cent des adultes étaient obèses, avec une prévalence plus élevée chez les femmes (30,3 pour cent) que chez les hommes (18,9 pour cent)²².
18. L'anémie constitue un grave problème de santé publique. Quatorze municipalités dans l'est du pays enregistrent une prévalence de plus de 40 pour cent, ce qui représente un danger sanitaire majeur touchant quasiment 38 pour cent des femmes enceintes²³. Depuis 1997, le pays met en œuvre, avec l'appui du PAM, le plan global de prévention et de lutte contre l'anémie, qui est axé sur la diversification et l'enrichissement des aliments, la supplémentation en fer et l'éducation nutritionnelle. Toutefois, en dépit des efforts déployés par le pays, l'insuffisance de l'offre d'aliments enrichis produits localement persiste.
19. D'après l'Institut national d'hygiène, d'épidémiologie et de microbiologie, plus de 40 pour cent des enfants d'âge préscolaire mangent très peu de légumes, voire pas du tout. Or il est démontré qu'une faible consommation de fruits et légumes induit des carences en vitamines et une forte prévalence de l'anémie chez les enfants²⁴, en particulier entre 5 et 8 ans²⁵. Le surpoids et l'obésité sont également en augmentation chez les enfants. En 2016, 33,8 pour cent des enfants d'âge scolaire étaient en surpoids et 15,4 pour cent étaient obèses, sans écart significatif entre les filles et les garçons²⁶.
20. *Productivité et revenus des petits exploitants*. Les petits exploitants, qui sont organisés en coopératives de différents types, contribuent à hauteur de près de 80 pour cent à la production agricole nationale. L'essentiel de leur production est destiné aux filets de protection sociale, le reste étant autoconsommé ou écoulé directement sur les marchés de produits alimentaires non subventionnés.
21. Les mesures prises pour augmenter et diversifier la production vivrière prévoient d'attribuer des terres domaniales en usufruit²⁷, d'accroître l'autonomie des coopératives dans la prise de décisions, de mettre en place des mécanismes de financement, d'augmenter les prix des achats publics auprès des petits producteurs, d'élargir les débouchés commerciaux, et de développer l'agriculture urbaine, suburbaine et familiale.
22. En dépit des progrès accomplis, la faible productivité, les rendements agricoles peu élevés et les volumes importants de pertes après récolte persistent, de même que l'inégalité entre les sexes et le manque d'autonomisation des femmes, en particulier dans les zones rurales, où les femmes représentent 46 pour cent de la population mais seulement 17 pour cent des personnes employées dans l'agriculture. Malgré les efforts considérables menés par le pays, notamment une stratégie lancée en 2016 pour favoriser l'émancipation des femmes dans le système agricole, seuls 13 pour cent des membres des coopératives agricoles sont des

²² FAO, Organisation panaméricaine de la santé (OPS), PAM et UNICEF. 2018. *Panorama de la seguridad alimentaria y nutricional en América Latina y el Caribe 2018*. <http://www.fao.org/3/CA2127ES/CA2127ES.pdf>.

²³ Rodríguez Suárez, A. 2016. *Análisis de situación de país para la fortificación del arroz: Cuba*. <https://sightandlife.org/wp-content/uploads/2017/04/Cuba-FINAL.pdf>.

²⁴ Sociedad Chilena de Nutrición. 2013. *Revista Chilena de Nutrición*, Vol. 40, No. 3. https://scielo.conicyt.cl/scielo.php?script=sci_issuetoc&pid=0717-751820130003&lng=pt&nrm=iso.

²⁵ Pita Rodríguez, G. M. et al. *Anemia, déficit de hierro, estado nutricional y parasitismo en escolares en San Juan y Martínez, Cuba*. <http://www.convencionalud2018.sld.cu/index.php/convencionalud2018/paper/view/1541>.

²⁶ OMS. Base de données de l'Observatoire mondial de la santé. <http://apps.who.int/gho/data/node.home>.

²⁷ En 2019, plus de 220 000 personnes (dont 11 pour cent de femmes) ont reçu 2,3 millions d'hectares de terres domaniales à titre de prêt public. La plupart d'entre elles n'avaient qu'une expérience limitée en matière d'agriculture.

- femmes²⁸. La persistance des systèmes agricoles centrés sur les hommes, du patriarcat et des stéréotypes sexistes limite l'accès des femmes aux ressources, aux connaissances techniques, à la terre et aux postes décisionnels.
23. Peu de mesures sont prévues pour inciter les jeunes à participer aux activités agricoles et leur emploi dans ce secteur est faible (environ 15 pour cent). Cela ne va pas sans répercussions sur la pérennité des systèmes alimentaires.
 24. *Systèmes alimentaires durables*. Des problèmes au niveau de la planification, de la gestion, de la logistique et des procédures contractuelles compromettent l'efficacité, l'équité et l'efficacité des systèmes alimentaires locaux; il est donc nécessaire d'adopter une approche intersectorielle mettant davantage l'accent sur la gestion des risques multiples. Un autre facteur préoccupant est que 3,7 pour cent seulement de l'énergie provient de sources renouvelables²⁹.
 25. La dégradation des ressources naturelles (60 pour cent des terres du pays sont menacées par la désertification) et les effets des phénomènes hydrométéorologiques extrêmes et des changements climatiques (hausse des températures, diminution des précipitations, élévation du niveau de la mer, et fréquence plus élevée et conséquences plus lourdes des ouragans et des épisodes de sécheresse) compromettent les systèmes alimentaires locaux³⁰. Entre 2001 et 2017, le montant total des pertes liées aux répercussions des ouragans a dépassé 41 milliards de pesos cubains; environ 40 pour cent de ces pertes concernaient le secteur agro-industriel, ce qui a entraîné des effets néfastes importants sur la sécurité alimentaire³¹.
 26. L'insuffisance des vivres disponibles s'explique principalement par des systèmes alimentaires locaux défaillants du fait du manque d'intrants et d'équipements pour les chaînes de valeur agricoles (par exemple, 7 pour cent seulement des terres arables sont irriguées³²); des services et des incitations inadéquats; des technologies, des connaissances, des innovations et des investissements insuffisants; et le recours limité au crédit et à l'assurance. Les chocs et les risques liés au climat pèsent aussi lourdement sur la productivité, les rendements et les moyens d'existence.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

27. *Renforcement des capacités*. Cuba a accompli des progrès considérables dans la mise en œuvre du Programme 2030. Le pays joue un rôle de chef de file dans la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les domaines de la santé, de l'éducation, des sports, de la culture et, notamment dans la région des Caraïbes, de la gestion des catastrophes.
28. Il reste néanmoins nécessaire de renforcer les capacités en ce qui concerne la coordination interinstitutionnelle et intersectorielle; le système national de statistique; les compétences techniques, méthodologiques et en planification; la participation active de la population; la gestion des risques multiples; et la logistique. En outre, le caractère universel des programmes sociaux, puisqu'ils entendent couvrir tous les individus des groupes ciblés,

²⁸ Bureau national de la statistique et de l'information. 2018. *Anuario Demográfico de Cuba, 2017. Edición 2018*. Chapitre sur l'emploi et les salaires. <http://www.onei.gob.cu/node/13808>.

²⁹ Gouvernement cubain. 2019. *Cuba: Informe nacional sobre la implementación de la Agenda 2030*. https://foroalc2030.cepal.org/2019/sites/foro2019/files/informe_nacional_voluntario_de_cuba_sobre_implementacion_de_la_agenda_2030.pdf.

³⁰ Association cubaine des Nations Unies. Page Web "*Panel de ONU debate en Cuba sobre Cambio Climático*". <http://www.acnu.org.cu/articulos/panel-de-onu-debate-en-cuba-sobre-cambio-climatico>.

³¹ Estimations du Bureau national de la statistique et de l'information, et de la protection civile cubaine.

³² Cubadebate. 2020. "*COVID-19 en Cuba: Medidas para garantizar la producción y comercialización de alimentos*". Article publié le 30 mars 2020. <http://www.cubadebate.cu/noticias/2020/03/30/covid-19-en-cuba-medidas-para-garantizar-la-produccion-y-comercializacion-de-alimentos/#.XoXaDahKhPY>.

pèse sur leur coût, au détriment de leur viabilité économique et de leur efficacité. Il est donc nécessaire d'améliorer la stratégie de ciblage³³ au profit des groupes et des régions les plus vulnérables³⁴ lors de l'affectation des ressources nécessaires pour pérenniser l'accès à la nourriture.

29. Malgré les efforts déployés dans la gestion des risques de catastrophe pour garantir une protection égale aux filles, aux garçons, aux femmes et aux hommes, des lacunes subsistent dans la diffusion des informations des systèmes d'alerte rapide aux producteurs et aux acteurs locaux, la résilience des communautés, la gestion des risques multiples et la perception du risque par la population.
30. *Cohérence des politiques.* La nouvelle constitution renforce les garanties relatives aux droits des citoyens cubains. Elle comprend de nouveaux éléments, tels que la décentralisation à l'échelon municipal, la reconnaissance de la diversité des familles et la réponse à la violence sexiste, entre autres³⁵. La mise en œuvre de cadres institutionnels et réglementaires adéquats et à jour est encore en voie de finalisation. Avec le concours des organismes des Nations Unies, le Gouvernement prépare un plan national pour la souveraineté alimentaire et l'éducation nutritionnelle.
31. *Diversification des ressources.* Cuba n'est pas membre des institutions financières internationales traditionnelles et doit faire face à des restrictions dues à l'embargo imposé par les États-Unis d'Amérique. La dette extérieure du pays est de 30 milliards de dollars, ce qui représente 30,4 pour cent de son PIB³⁶. De plus, Cuba enregistre une baisse de ses exportations de services médicaux – l'une de ses principales sources de revenus – principalement en raison de l'évolution de la conjoncture économique et politique dans la région³⁷. En conséquence, le pays ne dispose pas des ressources financières nécessaires pour atteindre les ODD.
32. *Renforcement des partenariats mondiaux.* Cuba défend énergiquement le multilatéralisme et le renforcement des alliances mondiales en faveur du développement.

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

33. L'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition réalisée dans le cadre du bilan commun de pays établi pour préparer le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2020–2024) a également servi dans le cadre de l'examen stratégique Faim zéro du PAM. L'examen a été dirigé par l'Institut national de recherche économique – désigné par le Gouvernement – et organisé par le PAM avec la participation du groupe interinstitutions des Nations Unies pour la sécurité alimentaire³⁸.

³³ Granma. 2019. "En Cuba la igualdad de género es voluntad política". Article publié le 6 mars 2019. <http://www.granma.cu/cuba/2019-03-06/en-cuba-la-igualdad-de-genero-es-voluntad-politica-06-03-2019-23-03-46>.

³⁴ Voir le paragraphe 11.

³⁵ Bilan commun de pays (non disponible en ligne).

³⁶ Cubadebate. 2019. "Balance económico preliminar del 2018 en Cuba y algunas perspectivas para el 2019". Article publié le 5 mars 2020. <http://www.cubadebate.cu/opinion/2019/03/05/balance-economico-preliminar-del-2018-en-cuba-y-algunas-perspectivas-para-el-2019-parte-ii/>.

³⁷ Centro de Estudios de la Economía Cubana et Fundación Friedrich Ebert. 2018. *Economía Cubana: entre cambios y desafíos*. <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/fescaribe/15172.pdf>.

³⁸ Le groupe comprend la FAO, le FIDA, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le PAM, l'OMS et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS).

34. Les problèmes suivants ont été recensés:
- une production alimentaire nationale insuffisante en termes de quantité, de variété, de qualité, de sécurité sanitaire et de stabilité pour couvrir les besoins nutritionnels recommandés pour la population cubaine, et une forte dépendance à l'égard des importations;
 - un accès limité aux marchés des produits alimentaires et aux marchés internationaux des intrants et des équipements nécessaires au secteur agro-industriel;
 - la dégradation progressive des ressources naturelles utiles à la production vivrière – sols, eau et forêts – et l'érosion de la biodiversité;
 - la forte dépendance de la production vivrière des énergies fossiles, ce qui accroît la vulnérabilité du secteur agro-industriel;
 - des pertes agricoles importantes dues aux phénomènes hydrométéorologiques extrêmes et aux changements climatiques;
 - un accès limité à des aliments sains, de qualité et diversifiés, qui varie en fonction du revenu, du profil culturel, de l'âge et du lieu de résidence (provinces, municipalités, zones urbaines ou rurales);
 - des carences en micronutriments qui constituent un problème de santé publique pour les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de 2 ans, avec une tendance croissante à la progression du surpoids et de l'obésité chez les enfants et les adultes; et
 - l'absence de système de suivi multisectoriel associant toutes les dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition et facilitant la prise de décisions rapide.
35. Les principales causes de ces problèmes sont: l'absence d'efficacité ou l'inexploitation du potentiel productif local; la planification intersectorielle; les capacités institutionnelles et de gestion; les cadres réglementaires; les investissements et les innovations; les infrastructures et la technologie (y compris l'emploi des technologies de l'information et des communications); la chaîne d'approvisionnement et les capacités logistiques (et particulièrement les capacités d'entreposage et les dispositifs de manutention, de conditionnement, de transport et de distribution); les politiques relatives aux prix, aux subventions et aux revenus; les outils de ciblage pour la protection sociale; la sécurité sanitaire et la qualité des aliments; la résilience; une démarche soucieuse de l'égalité des sexes; l'attention portée à la dynamique démographique; et les systèmes d'information et de statistique.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

36. Depuis plus de 55 ans, le PAM est un partenaire stratégique du Gouvernement cubain et accompagne l'action nationale dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il a démontré ses avantages compétitifs à Cuba en appuyant les priorités de développement et les interventions d'urgence du pays. Ses principales réalisations sont les suivantes:
- Prévention de la malnutrition: diminution de la prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de 2 ans et les femmes enceintes dans les municipalités bénéficiant de l'assistance du PAM.

- Protection sociale et alimentation scolaire: renforcement des capacités d'aide aux groupes les plus vulnérables et production d'instructions pour les programmes de repas scolaires à dimension nutritionnelle.
- Systèmes alimentaires locaux et égalité des sexes: optimisation des chaînes de valeur alimentaires dans les municipalités bénéficiant d'une assistance, ce qui a permis de réduire les importations vivrières et d'assurer un approvisionnement alimentaire diversifié, stable et adéquat pour les programmes de protection sociale. Le PAM a contribué à accroître le rendement des cultures, en améliorant la qualité des récoltes, en réduisant les pertes après récolte et en augmentant les revenus des agriculteurs. Des formes d'inégalité entre les sexes ont été observées dans les coopératives; un programme de sensibilisation et des initiatives en faveur de l'émancipation économique des femmes ont été financés.
- Capacité locale de résilience à la sécheresse: meilleure gestion globale de la sécheresse dans les municipalités les plus vulnérables à l'est de Cuba en améliorant le système d'alerte rapide et l'évaluation des risques par une analyse de la vulnérabilité de la production vivrière locale en cas de sécheresse.
- Préparation aux situations d'urgence et intervention en cas de crise: interventions coordonnées après le passage des ouragans et préparation à un tremblement de terre dans les provinces orientales par l'intermédiaire de l'équipe d'intervention d'urgence des Nations Unies dirigée par le PAM.
- Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire: renforcement des capacités techniques et analytiques dans les pays des Caraïbes (Haïti et République dominicaine), principalement pour intervenir en cas de phénomène hydrométéorologique extrême, en améliorant l'estimation des pertes et en élaborant des plans d'urgence.
- Grâce à des partenariats et alliances efficaces, efficience accrue des actions coordonnées.

37. Les enseignements tirés et les recommandations sont les suivants:

- renforcer l'attention portée à la résilience des systèmes alimentaires locaux et à la gestion des risques afin qu'ils soient à même d'assurer un approvisionnement régulier des filets de protection sociale et d'intégrer les aspects nutritionnels;
- maintenir une approche participative, équitable et inclusive qui contribue à détecter les lacunes des systèmes alimentaires et à rechercher des solutions locales;
- continuer d'améliorer les programmes de protection sociale, en incluant notamment les externats ruraux dans le programme d'alimentation scolaire;
- tenir compte de la problématique hommes-femmes et de l'âge dans toutes les interventions du PAM;
- poursuivre le renforcement des capacités des systèmes de suivi et des moyens logistiques, en collaborant avec les autorités nationales;
- encourager l'utilisation des informations produites au niveau local, notamment l'analyse par sexe et par âge, à l'appui de la prise des décisions relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition;
- rester en contact avec les milieux universitaires et d'autres acteurs qui participent à la gestion des connaissances, des informations et des communications; et
- promouvoir le rôle du PAM dans la mise en œuvre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

38. Comparé aux portefeuilles précédents, le présent plan stratégique de pays (PSP) marque une réorientation stratégique majeure: le PAM mettra l'accent sur les effets directs qui renforcent la résilience, ont une dimension nutritionnelle et sont réactifs en cas de choc; dans le même temps, la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise seront améliorées en adoptant une approche multirisques et en appuyant le système logistique national.

2.2 Harmonisation avec les plans de développement nationaux, le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

39. Selon le Gouvernement, la sécurité alimentaire relève de la sécurité nationale. Le PSP proposé est aligné sur le plan national de développement économique et social et le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

40. Le plan national de développement économique et social comprend six axes stratégiques: 1) un gouvernement socialiste efficace et efficient qui favorise l'insertion sociale; 2) la transformation de l'appareil de production et l'engagement international; 3) les infrastructures; 4) le potentiel humain, la science, la technologie et l'innovation; 5) les ressources naturelles et l'environnement; et 6) le développement humain, la justice et l'équité sociale.

41. Les priorités du Gouvernement exposées dans le plan national de développement économique et social en ce qui concerne la sécurité alimentaire et la nutrition sont: le renforcement de la productivité, de la compétitivité et de la viabilité des chaînes de valeur alimentaires; la promotion de l'adaptation aux changements climatiques; le renforcement de la gestion des risques de catastrophe; la garantie d'un système de protection sociale durable axé sur les groupes de population vulnérables; l'élaboration de politiques ciblées pour venir en aide aux personnes ayant des besoins particuliers; la progression de l'égalité des sexes; l'accentuation de la décentralisation; et la réduction de l'inégalité entre les territoires. En 2019, le Gouvernement a annoncé qu'il donnerait la priorité à la production vivrière et développerait à cette fin les ressources locales dans le cadre du programme pour l'autonomie de l'approvisionnement alimentaire des municipalités et d'autres processus de décentralisation³⁹.

42. La théorie du changement exposée dans le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable fait écho à la vision nationale pour 2030 et indique que le système des Nations Unies ainsi que d'autres intervenants aideront Cuba jusqu'en 2024 à transformer son appareil de production pour le rendre écologiquement viable et qu'il contribue à l'équité, à l'inclusion et à la qualité de vie par le biais de quatre effets directs en parfaite adéquation avec les axes stratégiques 1, 2, 5 et 6 du plan national de développement économique et social.

43. Le présent PSP contribuera à l'obtention des effets prévus dans le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable concernant: 1) les stratégies de développement local et la décentralisation; 2) la productivité économique et l'exploitation du potentiel de ressources humaines; 3) la protection et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et des écosystèmes, la résilience face aux effets du changement climatique et la gestion globale des risques de catastrophe; et 4) l'accessibilité et la qualité des services publics, de la protection sociale et des systèmes de soins.

³⁹ Ministère de l'économie et de la planification. 2019. *Prioridades del Plan Nacional de Desarrollo Económico y Social hasta el 2030*. <https://www.mep.gob.cu/es/node/135>.

2.3 Coopération avec les parties prenantes

44. Plusieurs consultations stratégiques et techniques ont été menées avec des parties prenantes locales et nationales. Le processus de consultation comprenait une réunion de haut niveau avec de nombreux représentants du Gouvernement, des réunions bilatérales, des visites sur le terrain et des ateliers avec des acteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition, y compris des groupes interinstitutions des Nations Unies, et une réunion finale de groupe pour débattre du portefeuille proposé. Pendant l'ensemble du processus, le dialogue stratégique a été organisé par le coordonnateur résident des Nations Unies et le Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger (principal homologue du PAM).

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

45. Le PAM continuera d'aider le Gouvernement à mettre en place une approche nationale plus globale pour relever les défis qui se posent en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en associant les programmes de protection sociale à une alimentation nutritive produite localement. Le présent PSP visera principalement à renforcer la résilience des systèmes alimentaires locaux face aux catastrophes et aux effets du changement climatique pour qu'ils soient mieux à même de répondre à la demande des programmes de protection sociale. Le PAM cherchera à obtenir quatre effets directs stratégiques interdépendants, en concentrant son action sur les groupes les plus vulnérables. L'âge, la problématique hommes-femmes, la nutrition et la sensibilisation aux questions environnementales et sociales seront pris en compte de manière systématique dans l'ensemble du PSP, pour que les effets obtenus soient équitables et favorisent l'autonomisation. Le PSP contribuera à la relance socioéconomique de Cuba à moyen et à long terme après la COVID-19.
46. Le PAM appuiera la capacité de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise (effet direct stratégique 1) et les efforts nationaux consacrés à réduire la prévalence de l'anémie, du surpoids et de l'obésité chez les personnes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel, tout en améliorant les connaissances en matière de régimes alimentaires sains et de nutrition (effet direct stratégique 2). Il favorisera des systèmes alimentaires locaux plus résilients, plus équitables et plus durables (effet direct stratégique 3) pour assurer l'approvisionnement des programmes de protection sociale prioritaires, en mettant particulièrement l'accent sur l'alimentation scolaire en tant que point de départ essentiel pour promouvoir le développement communautaire, des environnements alimentaires sains et des interventions axées sur la nutrition. Il renforcera les capacités du pays dans les domaines de la protection sociale, de l'analyse et du suivi des données, de la gestion des risques de catastrophe et de l'alerte rapide, ainsi que les moyens logistiques nationaux, y compris la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire (effet direct stratégique 4).
47. Le PAM prévoit de transposer à plus grande échelle des activités et des modalités innovantes d'alimentation scolaire, de transferts de type monétaire, d'alerte rapide, de microassurance et de prestation de services, sur la base des données factuelles issues de l'exécution du PSP.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les populations exposées à des risques multiples conservent leur accès à l'alimentation pendant et après une catastrophe

48. Le PAM collaborera avec les autorités de la protection civile pour renforcer la capacité de préparation aux situations d'urgence liées à des risques multiples, en mettant l'accent sur le renforcement des processus de planification des mesures d'intervention et de relèvement. Le PAM appuiera les priorités du Gouvernement visant à assurer une action rapide, équitable et durable, qui garantisse l'accès à l'alimentation des populations qui subissent un choc et améliore la capacité des autorités locales à poursuivre la distribution de l'assistance alimentaire en cas de catastrophe.

Domaine d'action privilégié

49. L'effet direct stratégique 1 est axé sur les interventions face aux crises.

Harmonisation avec les priorités nationales

50. Conformément à la directive No. 1 de la protection civile cubaine, cet effet direct stratégique vise à réduire l'impact des catastrophes sur l'économie et sur la société, et contribuera à l'obtention de l'effet 3 du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et à tout plan d'action humanitaire des Nations Unies préparé pour faire face à une situation d'urgence.

Produits escomptés

51. Les deux produits suivants permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:

- Les personnes touchées par un choc reçoivent une assistance alimentaire pour que leur sécurité alimentaire et leur état nutritionnel ne se dégradent pas.
- Les personnes touchées par un choc bénéficient des capacités locales et nationales renforcées de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, qui garantissent leur sécurité alimentaire pendant et après la survenue de catastrophes.

52. Ces produits contribueront à atteindre la cible 1 de l'ODD 2 et l'ODD 17.

Activité essentielle

Activité 1: Apporter une assistance alimentaire en temps voulu aux personnes touchées par un choc, tout en renforçant les capacités locales et nationales de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise

53. Cette activité comprend le renforcement des capacités et les transferts de vivres. Elle améliorera les mesures de préparation qui consolident l'aptitude du PAM et de ses partenaires à faire face ensemble, de façon rapide, inclusive et efficace, aux situations d'urgence. Le cas échéant, un appui pourra être apporté pour la prestation des services dans les domaines du transport, d'achats urgents, des opérations portuaires ou de la logistique.

54. Le PAM a prépositionné des stocks de vivres et d'articles non alimentaires qui pourraient être utilisés sur-le-champ si une catastrophe venait à survenir. Ces stocks comprennent des unités de stockage mobiles, des tours d'éclairage, des groupes électrogènes et d'autres articles pour renforcer la capacité d'entreposage des vivres des institutions cubaines dans les situations d'urgence. Les stocks de vivres comprennent 2 000 tonnes de riz, de haricots et d'huile végétale à distribuer après une catastrophe. Des conserves de poisson seront achetées très prochainement pour diversifier ces stocks avec un produit prêt à consommer. Conservés dans des entrepôts publics situés sur deux sites stratégiques, ces stocks font

l'objet d'une rotation régulière avec des vivres du Gouvernement destinés à la ration alimentaire mensuelle subventionnée, afin de s'assurer qu'ils respectent les normes de qualité du PAM et ne dépassent pas les dates d'expiration.

55. Chaque mois, le PAM surveille l'état des stocks de vivres et d'articles non alimentaires prépositionnés; les dispositions logistiques relatives à leur transport et à leur distribution sont coordonnées par le Gouvernement⁴⁰.
56. Pour accroître les capacités nationales de préparation, le PAM appuiera les centres de suivi des opérations de la protection civile cubaine concernant les risques multiples aux niveaux national et provincial; des formations et des exercices de simulation portant sur les ouragans et les tremblements de terre seront organisés ainsi que des ateliers destinés aux populations locales pour améliorer leur perception des risques. Dans le même temps, des équipements spécialisés tels que des drones renforceront les capacités institutionnelles d'évaluation des dégâts. Le PAM s'emploiera également à sensibiliser les décideurs à la problématique hommes-femmes, dans le cadre des efforts déployés pour évoluer vers un système de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise qui tienne compte des disparités selon le sexe et de l'âge.

Partenariats

57. Le PAM travaillera en coordination avec les autorités de la protection civile pour élaborer des mesures destinées à appuyer la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de crise. La distribution de vivres sera coordonnée avec le Ministère du commerce intérieur et ses réseaux de livraison des produits alimentaires, le Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger, et les autorités locales. En sa qualité de chef de file de l'équipe d'intervention d'urgence des Nations Unies, le PAM complètera la riposte nationale d'urgence, en coordination avec ses partenaires des Nations Unies. Les possibilités de partenariat avec la Croix-Rouge seront examinées.

Hypothèses

58. Cet effet direct stratégique se fonde sur l'hypothèse que le matériel requis pour renforcer la capacité de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise est fourni et mis en place en temps voulu, et que les moyens logistiques nationaux fonctionnent correctement.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

59. Le PAM travaillera avec ses partenaires nationaux stratégiques pour qu'ils renforcent leur capacité opérationnelle. Dans les documents nationaux relatifs à la gestion globale des catastrophes, les méthodes et les procédures seront améliorées de façon à ce qu'elles restent applicables au-delà de la durée de mise en œuvre du PSP.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2024, l'état nutritionnel des groupes vulnérables sur le plan nutritionnel, ainsi que la diversité et la teneur nutritionnelle de leur régime alimentaire, s'améliorent dans les municipalités ciblées

60. Le PAM appuiera l'action menée au niveau national pour prévenir la malnutrition dans les groupes prioritaires, comme les bénéficiaires du programme de protection maternelle et infantile et d'assistance aux personnes âgées, étant donné leur accès limité à des aliments enrichis. Le PAM se concentrera sur l'accès à une alimentation nutritive, la consommation adéquate d'aliments enrichis et l'éducation nutritionnelle.

⁴⁰ Le PAM et le Gouvernement ont signé un accord actualisé sur le suivi de l'entreposage, de la rotation et de la distribution des stocks prépositionnés.

Domaine d'action privilégié

61. L'effet direct stratégique 2 est axé sur les causes profondes.

Harmonisation avec les priorités nationales

62. Cet effet direct stratégique est principalement lié au plan global de prévention et de lutte contre l'anémie et contribuera à l'obtention de l'effet 4 du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et à l'axe stratégique 6 du plan national de développement économique et social.

Produits escomptés

63. Les deux produits suivants permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:

- Les enfants de moins de 2 ans, les femmes enceintes et les personnes âgées reçoivent des aliments nutritifs spécialisés qui contribuent à répondre à leurs besoins nutritionnels.
- Les enfants, les adolescents, les femmes enceintes, les personnes âgées et leurs familles, bénéficient d'une campagne visant à faire évoluer la société et les comportements qui les encourage à adopter de bonnes habitudes alimentaires.

64. Ces produits contribuent à atteindre la cible 2 de l'ODD 2 et d'autres ODD, principalement les ODD 3 et 5.

Activité essentielle

Activité 2: Fournir des aliments nutritifs aux groupes vulnérables sur le plan nutritionnel dans le cadre de programmes de protection sociale et d'une stratégie visant à faire évoluer la société et les comportements qui promeut une alimentation saine

65. Cette activité apporte un appui dans deux domaines: assistance alimentaire et renforcement des capacités. La priorité sera donnée aux municipalités de l'est du pays où la prévalence de l'anémie est la plus forte. Le PAM distribuera des aliments nutritifs spécialisés dans le cadre de programmes de protection sociale:

- des micronutriments en poudre aux enfants âgés de 6 à 23 mois;
- du Super Cereal (mélange maïs-soja enrichi) aux femmes enceintes dans les maternités;
- du Super Cereal (mélange maïs-soja enrichi) et du lait en poudre aux personnes âgées vivant en institutions, principalement par le biais du système d'aide aux familles; et
- du lait en poudre⁴¹ aux adolescents vivant en institutions qui bénéficient d'une assistance du Bureau de l'Historien de La Havane.

66. Le PAM aidera les institutions gouvernementales à concevoir et à réaliser une campagne visant à faire évoluer la société et les comportements, centrée sur le double fardeau de la malnutrition. La stratégie portera sur les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, la répartition équitable des responsabilités au sein des ménages, et le rôle des femmes et des hommes dans le processus d'alimentation. Elle sera adaptée aux groupes ciblés, en portant une attention particulière à l'égalité femmes-hommes, à l'âge et à d'autres marqueurs pertinents par rapport au contexte, en s'appuyant sur les enseignements tirés de l'expérience passée dans la province de Santiago de Cuba. Dans le même temps, le PAM dispensera des formations pour améliorer les connaissances nutritionnelles et les compétences en communication des agents publics qui interviennent dans les programmes de protection sociale.

⁴¹ Conformément au document publié en 2017 sur l'utilisation du lait en poudre par le PAM. <https://newgo.wfp.org/documents/use-of-milk-wfp-operations>.

Partenariats

67. Les distributions de vivres seront menées en coordination avec les ministères chargés de la santé publique et du commerce intérieur, les autorités locales et le Bureau de l'Historien de La Havane. Pour la composante relative à la communication et à l'éducation, le PAM travaillera avec les autorités sanitaires; l'Institut national d'hygiène, d'épidémiologie et de microbiologie; Pro-health; la Faculté de communication de l'université de La Havane; la Fédération des femmes cubaines grâce à ses bénévoles chargés de promouvoir la santé dans les communautés; et des partenaires non traditionnels, comme des artistes, les médias et des acteurs de la société civile. Le PAM coordonnera son action avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS).

Hypothèses

68. Cet effet direct se fonde sur les hypothèses suivantes: l'offre d'aliments nutritifs reste stable et est distribuée de manière adéquate par les institutions gouvernementales; les prix des produits alimentaires ne s'envolent pas sur les marchés internationaux; les pénuries de carburant n'ont aucune incidence sur les livraisons de vivres prévues; l'éducation nutritionnelle reste hautement prioritaire pour le Gouvernement cubain; et les homologues nationaux du PAM dans le domaine de la nutrition, qui participent également aux activités épidémiologiques, continuent de privilégier les activités nutritionnelles.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

69. L'assistance alimentaire du PAM complète les programmes publics existants. La contribution du PAM en produits alimentaires sera réduite si la production nationale d'aliments enrichis augmente et qu'elle est incluse dans le plan de prévention de l'anémie. Les institutions gouvernementales mettront en œuvre la stratégie de communication qui s'inscrit dans l'ensemble des mesures d'appui technique du PAM. Un suivi de la campagne et des activités de formation seront intégrés aux programmes sanitaires nationaux.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2024, les groupes vulnérables bénéficient de systèmes alimentaires locaux plus résilients face aux effets du changement climatique et de filets de protection sociale plus efficaces

70. Pour réaliser l'effet direct stratégique 3, les travaux viseront en premier lieu à rendre les systèmes alimentaires locaux plus résilients et mieux préparés pour approvisionner de façon régulière les filets de protection sociale en aliments variés, nutritifs et de qualité, tout en veillant à réduire les importations et les inégalités liées au sexe et à l'âge. Les principales parties prenantes englobent les petits exploitants, en veillant à l'équité femmes-hommes, les coopératives, les prestataires de services et les fournisseurs d'intrants pour la production agricole, les distributeurs et les institutions de protection sociale, telles que les crèches, les écoles primaires, les maternités et les cantines communautaires. Le renforcement des systèmes alimentaires locaux devrait améliorer la sécurité alimentaire des groupes vulnérables, en particulier les enfants d'âge scolaire, les femmes enceintes et les personnes de plus de 65 ans.

Domaine d'action privilégié

71. L'effet direct stratégique 3 est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

72. Cet effet direct stratégique contribuera à l'obtention des effets 2, 3 et 4 du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable liés aux axes stratégiques 2, 5 et 6 du plan national de développement économique et social. Il favorisera l'exécution du programme pour l'autonomie de l'approvisionnement alimentaire des municipalités, du

programme d'alimentation scolaire, du programme de soins de santé maternelle et infantile et du programme complet de prise en charge des personnes âgées.

Produits escomptés

73. Les cinq produits suivants permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:

- Des petits exploitants des deux sexes et d'autres acteurs des chaînes de valeur agricoles reçoivent une formation, du matériel et une assistance technique favorisant l'adoption de pratiques résilientes face aux aléas climatiques; ils sont ainsi mieux à même d'approvisionner de façon régulière les filets de protection sociale à dimension nutritionnelle en aliments variés et de qualité.
- Les petits exploitants jeunes ou de sexe féminin reçoivent une formation et du matériel, et peuvent accroître leur participation à l'activité économique et jouer un rôle majeur dans la gestion des systèmes alimentaires locaux.
- Les petits exploitants et les coopératives disposent d'outils innovants de prévention des risques, y compris l'assurance des récoltes, qui renforcent leur résilience face aux risques climatiques.
- Les enfants d'âge scolaire bénéficient d'un programme d'alimentation scolaire renforcé grâce à des systèmes alimentaires locaux plus résilients, à un approvisionnement régulier en aliments nutritifs produits localement et à des actions éducatives sur les bonnes habitudes alimentaires.
- Les femmes enceintes et les personnes âgées qui reçoivent une assistance par le biais des filets de protection sociale bénéficient d'un accès plus régulier aux aliments, grâce à des systèmes alimentaires locaux plus résilients.

74. Ces produits contribuent à atteindre la cible 4 de l'ODD 2 et d'autres ODD, principalement les ODD 3, 4, 5, 8, 12 et 13. Au niveau des produits, on peut également mentionner une contribution à la cible 3 de l'ODD 2 (productivité et revenu des agriculteurs), à la cible 1 de l'ODD 2 (accès à la nourriture) et à la cible 2 de l'ODD 2 (prévention de la malnutrition).

Activité essentielle

Activité 3: Mettre en place des activités de formation et fournir du matériel et une assistance technique aux parties prenantes des systèmes alimentaires locaux, tout en garantissant une alimentation plus nutritive, plus régulière et plus diversifiée pour les enfants d'âge scolaire et d'autres groupes vulnérables sur le plan nutritionnel

75. Cette activité vise à renforcer la capacité des agriculteurs locaux à fournir des produits alimentaires pour les programmes de protection sociale, en respectant les critères de qualité, de quantité, de régularité et de variété, ce qui contribue à améliorer l'alimentation des groupes vulnérables sur le plan nutritionnel. L'appui du PAM consistera principalement à renforcer les capacités, tout en assurant des transferts de type monétaire et de produits alimentaires.

76. Le PAM continuera d'appuyer l'évaluation des insuffisances des chaînes de valeur agricoles⁴² dans une optique à dimension nutritionnelle et durable⁴³ qui tienne compte des compétences en matière de gestion, des outils de planification, de la gestion des risques, du renforcement de la résilience et de l'inégalité entre les sexes. À partir des résultats de ces évaluations, le PAM renforcera les capacités des parties prenantes des systèmes

⁴² En fonction de la situation du programme pour l'autonomie de l'approvisionnement alimentaire des municipalités et de sa capacité à satisfaire la demande des dispositifs de protection sociale.

⁴³ Par exemple, en encourageant la production d'aliments bioenrichis (riz, tubercules et haricots) pour les filets de protection sociale.

alimentaires. Cette activité vise également à mettre les petits exploitants et les coopératives en relation avec les filets de protection sociale, les fournisseurs d'intrants et les prestataires de services, les institutions techniques et le milieu universitaire.

77. Le PAM examinera plusieurs pratiques en vue d'améliorer la résilience des systèmes alimentaires et des petits exploitants, comme la diversification des moyens d'existence, la promotion de l'agriculture intelligente face au climat, la mise à disposition de services d'information sur le climat et la création d'actifs communautaires favorisant la résilience et l'adaptation aux changements climatiques⁴⁴. Ces pratiques comprendront également l'exploitation des informations recueillies par les réseaux de surveillance de la sécheresse et l'utilisation d'outils d'analyse et de gestion des risques (voir l'effet direct stratégique 4).
78. Le PAM utilisera des outils et des méthodes participatives pour repérer les inégalités entre les sexes dans les systèmes alimentaires et y remédier, et renforcer la mobilisation des jeunes. Pour corriger les inégalités, des plans d'action locaux contribueront à créer des possibilités d'emploi pour les femmes et pour les jeunes, de même qu'à rendre les femmes plus autonomes sur le plan économique et à renforcer leur représentation dans les organes de décision locaux, comme les conseils d'administration des coopératives.
79. Un domaine d'appui innovant sera le développement de l'assurance paramétrique, qui renforcera la résilience des coopératives (mésos-niveau) et celle de leurs membres (micro-assurance) face aux risques climatiques. L'assurance sera élaborée en s'appuyant sur des données historiques relatives aux récoltes et au climat, et sur les vulnérabilités liées aux risques climatiques. Le PAM associera le produit d'assurance à un dispositif de prévention des risques, qui incitera à investir dans la réduction des risques de catastrophe, diminuant ainsi les primes d'assurance et créant un produit d'assurance plus durable. Un système d'alerte rapide renforcé (effet direct stratégique 4) fournira également des données relatives aux déclencheurs de l'assurance paramétrique.
80. Le PAM continuera de collaborer avec le Gouvernement en mettant en relation les coopératives locales bénéficiant de l'appui du PAM et les filets de protection sociale existants, notamment le programme d'alimentation scolaire. Les maternités et les cantines communautaires bénéficieront également d'une production alimentaire locale améliorée. En outre, le PAM distribuera du lait en poudre aux enfants âgés de 24 à 59 mois dans les crèches sélectionnées soutenues par le Bureau de l'Historien de La Havane.
81. Le PAM élargira l'activité d'alimentation scolaire utilisant la production locale à d'autres communautés rurales pour venir en aide aux enfants scolarisés en primaire dans les externats ne bénéficiant pas du programme national d'alimentation scolaire. S'ils reçoivent un repas nutritif à l'école au lieu de rentrer chez eux pour déjeuner, les enfants pourront participer à un plus grand nombre d'activités complémentaires, ce qui contribuera à leur apprentissage et à leur épanouissement général. Le lien établi avec les producteurs vivriers locaux, notamment pour favoriser la participation des femmes aux activités lucratives, renforcera les économies des communautés ciblées.
82. Les activités comprendront: la création d'environnements scolaires propices à la préparation, au stockage et à la consommation d'aliments conformes aux normes de sécurité sanitaire; des transferts de type monétaire aux autorités locales pour approvisionner les écoles en denrées alimentaires; une formation aux bonnes habitudes alimentaires et à la nutrition destinée aux petits exploitants, aux enseignants, aux enfants d'âge scolaire et à leur famille; et une formation aux pratiques optimales d'achat de vivres et de conception de menus en fonction de critères nutritionnels. La participation active et équitable des familles, des aidants et des acteurs locaux à l'alimentation des enfants

⁴⁴ Moyennant des réseaux d'irrigation efficaces, un meilleur accès aux semences résistant au changement climatique, aux services et aux infrastructures et l'utilisation de barrières végétales.

constituera un aspect important de cette intervention, de même que l'action de sensibilisation portant sur sa décentralisation en fonction des ressources locales. Les autorités nationales pourront s'appuyer sur ce nouveau modèle de gestion de l'alimentation scolaire pour élaborer une politique d'alimentation scolaire.

83. L'activité 3 va: optimiser la planification des activités, la logistique et la gouvernance; réduire les pertes après récolte; améliorer la commercialisation et les normes de qualité; diminuer les risques de production; améliorer la productivité et l'accès aux marchés; et encourager une production plus orientée vers la nutrition, ce qui favorisera l'autonomisation économique des femmes et des jeunes vivant en milieu rural.

Partenariats

84. Le PAM mettra en œuvre cette activité en partenariat avec les ministères en charge de l'agriculture, de l'éducation, du commerce intérieur, de la santé publique, de l'économie et de la planification, des finances et des prix, ainsi que les collectivités locales. Les autres partenaires sont la société nationale d'assurance, la Fédération des femmes cubaines, le Centre d'études sur la jeunesse, des organisations non gouvernementales, le milieu universitaire, des instituts de recherche, la Faculté de communication de l'université de La Havane, des entreprises publiques d'importation et de logistique, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNICEF et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Hypothèses

85. Cet effet direct stratégique se fonde sur les hypothèses suivantes: le matériel requis pour améliorer le rendement est livré en temps voulu; les personnes mettent à profit leurs connaissances et leurs pratiques optimales; le mécanisme conçu pour transférer des espèces aux institutions sélectionnées fonctionne efficacement; et la production locale d'aliments nutritifs augmente en fonction des besoins alimentaires des programmes de protection sociale.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

86. Le PAM renforcera la capacité opérationnelle des partenaires nationaux stratégiques pour assurer la pérennité des programmes prioritaires, notamment le programme pour l'autonomie de l'approvisionnement alimentaire des municipalités, le programme d'agriculture urbaine, suburbaine et familiale, et le programme d'alimentation scolaire. Les résultats et les enseignements tirés permettront d'actualiser les politiques publiques, de modifier le modèle de gestion de l'agriculture et des assurances, et de faire progresser l'égalité des sexes dans le secteur agricole. L'objectif consiste à transférer l'entière responsabilité du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale aux autorités locales, et à favoriser des transitions à long terme allant dans le sens du Programme 2030.

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2024, les autorités locales et nationales disposent de capacités renforcées pour gérer des systèmes alimentaires et nutritionnels inclusifs, complets et adaptatifs

87. Le PAM appuiera une approche nationale plus globale de la sécurité alimentaire et de la nutrition, qui renforce la protection sociale, l'analyse et le suivi des données, la gestion des risques de catastrophe et l'alerte rapide, le système logistique national et le partage des expériences et des bonnes pratiques. Il sera tenu compte des questions liées à l'égalité des sexes et à l'âge lors de la conception et de l'exécution de l'ensemble des activités visant à renforcer les capacités.

88. Les décideurs locaux et nationaux coordonneront mieux leur action et seront donc plus à même d'appuyer les processus relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition sur la base d'une approche multirisques, d'élaborer les plans de développement local et de stimuler la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans la région.
89. Tous les résultats prévus au titre de cet effet direct stratégique sont étroitement liés aux effets directs stratégiques 1 à 3, qui contribuent également à la réalisation de l'ODD 2.

Domaine d'action privilégié

90. L'effet direct stratégique 4 est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

91. Cet effet direct stratégique contribuera à obtenir les effets 1, 3 et 4 du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable conformes aux axes stratégiques 1, 5 et 6 du plan national de développement économique et social. Il appuiera les programmes de protection sociale, le plan national de lutte contre les changements climatiques (*Tarea Vida*), les directives de la protection civile et le plan national pour la souveraineté alimentaire et l'éducation nutritionnelle.

Produits escomptés

92. Les cinq produits suivants permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
- Les groupes vulnérables bénéficient de programmes de protection sociale durables à dimension nutritionnelle qui ont été renforcés à l'aide d'outils de ciblage garantissant une assistance plus efficace et de meilleure qualité.
 - La population cubaine bénéficie du renforcement des capacités institutionnelles d'analyse et de suivi de données multisectorielles relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, qui améliorent les processus de prise de décisions.
 - Les habitants des municipalités ciblées bénéficient du renforcement des capacités des institutions techniques et des autorités gouvernementales dans les domaines de la gestion des risques de catastrophe, des risques climatiques et des systèmes d'alerte rapide, ce qui accroît la résilience du système alimentaire face aux risques naturels et aux effets du changement climatique.
 - La population cubaine bénéficie d'un système logistique renforcé d'approvisionnement alimentaire efficace, stable et efficient.
 - Grâce à des initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, la population de Cuba et d'autres pays sélectionnés bénéficie du partage de l'expérience et des pratiques optimales de gestion des produits alimentaires, de nutrition, de résilience des systèmes alimentaires face aux effets du changement climatique et de réduction des risques de catastrophe.
93. Ces produits contribuent à atteindre la cible 9 de l'ODD 17 et à réaliser d'autres ODD, principalement les ODD 2, 3, 5 et 13.

Activité essentielle

Activité 4: Renforcer la capacité des décideurs locaux et nationaux en matière de gestion des programmes de protection sociale, d'analyse et de suivi des risques de catastrophe et des risques climatiques, de la sécurité alimentaire et de la nutrition

94. Cette activité vise à renforcer la capacité des autorités par des formations, une assistance technique, et la fourniture de matériel et de fournitures.

95. *Protection sociale.* Le PAM partagera des outils et des méthodes relatifs au ciblage, aux modalités d'assistance et à l'enregistrement des bénéficiaires pour aider les personnes les plus défavorisées des groupes vulnérables, y compris en situation d'urgence. Différents modèles d'assistance pour les personnes âgées seront analysés et adaptés à leurs besoins individuels. L'activité permettra d'obtenir des programmes de protection sociale plus réactifs face aux chocs et d'améliorer la conception des politiques publiques. Le PAM appuiera également la préparation et l'application des directives relatives à l'alimentation pour les personnes âgées, notamment un document technique et un manuel destiné aux aidants.
96. *Analyse et suivi de l'information.* Le PAM appuiera les processus de planification et de prise des décisions au moyen d'outils et de méthodes permettant d'assurer la collecte, l'analyse et le suivi des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Cette composante comprend une cartographie des informations locales sur les diverses dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ainsi que l'utilisation de technologies de l'information et de la communication. Le PAM continuera d'apporter une assistance technique et de dispenser des formations pour appuyer le système cubain de surveillance de l'alimentation et de la nutrition dirigé par le Ministère de la santé publique, l'accent étant mis sur la prise en charge de nouveaux groupes vulnérables, la collecte et l'analyse de données ventilées (y compris par sexe et par âge) et leur utilisation pour prendre des décisions rapides.
97. *Systèmes de gestion des risques de catastrophe et d'alerte rapide* Le PAM dispensera des formations et fournira du matériel météorologique et hydrologique et des systèmes de traitement des données pour améliorer la gestion des risques de catastrophe et des risques climatiques, qui couvriront l'évaluation, les connaissances, la réduction et le suivi des risques. Des activités de renforcement des capacités viseront à inclure des critères sur la vulnérabilité de la production alimentaire locale lors de l'évaluation des risques, et à produire des informations hydrométéorologiques et agrométéorologiques qui permettront aux décideurs d'agir rapidement pour réduire les effets des catastrophes. Dans le même temps, les capacités locales de gestion des dangers multiples dans les zones très exposées et très vulnérables seront renforcées en mettant à jour les procédures et les méthodes, et en élaborant des produits informatifs pour les principaux acteurs locaux. En outre, une méthodologie de "prospective stratégique" sera appliquée pour élaborer et mettre en œuvre des plans d'action locaux visant à atténuer les effets des catastrophes et du changement climatique sur les systèmes alimentaires. Le PAM recommandera également de recenser les disparités entre les sexes dans la gestion des risques de catastrophe, en vue d'élaborer des plans d'action propres à transformer les relations entre les sexes et de faire progresser l'égalité entre les sexes.
98. La surveillance des cultures à l'aide des données agrométéorologiques et de la télédétection sera renforcée pour améliorer les systèmes d'alerte rapide. Les services d'information climatique seront ainsi renforcés, et fourniront aux agriculteurs et aux communautés des informations pratiques qui les aideront à prendre des décisions en connaissance de cause. Il sera également plus facile d'estimer l'impact de l'évolution des variables climatiques sur la production vivrière et de prendre rapidement des décisions pour atténuer la gravité des dégâts. Cette activité sera étroitement liée à la composante de l'assurance paramétrique relevant de l'effet direct stratégique 3.
99. *Système logistique national.* Le PAM contribuera à évaluer les lacunes du système logistique national et à mettre au point un plan d'action pour remédier aux principales d'entre elles. Les évaluations précédentes relatives à l'entreposage ont mis en évidence la nécessité d'améliorer les conditions et la gestion de l'entreposage. Les activités de renforcement des capacités comprendront donc l'impression d'un manuel de formation, des ateliers sur la gestion des entrepôts et la fourniture d'articles essentiels pour les entrepôts prioritaires adaptés à leur fonction dans la chaîne d'approvisionnement en produits alimentaires.

100. *Partage d'expériences, de technologies, d'outils innovants et de bonnes pratiques.* Le PAM favorisera la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, principalement dans les domaines de la gestion des risques de catastrophe et de la préparation aux situations d'urgence, de la participation des petits exploitants aux marchés locaux, de l'alimentation scolaire, de la protection sociale, de campagnes visant à faire évoluer la société et les comportements, de la résilience en milieu urbain, de pratiques résilientes face au changement climatique dans les systèmes alimentaires, de la microassurance et de la sensibilisation à la problématique hommes-femmes.

Partenariats

101. Le PAM collaborera avec la protection civile cubaine, le Ministère pour la science, la technologie et l'environnement (notamment l'Agence de l'environnement et l'Institut de la météorologie) et l'Institut national des ressources hydrauliques. Il travaillera également avec le Bureau national de la statistique et de l'information, les ministères chargés de l'agriculture, de la santé publique, de l'industrie alimentaire, du commerce intérieur, des finances et des prix, du transport, de l'économie et de la planification ainsi qu'avec des universités et la société nationale d'assurance. Le PAM encouragera la collaboration avec la FAO, le FIDA, le PNUD, l'UNICEF, l'OMS, l'OPS et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). L'activité sera mise en œuvre en partenariat avec les autorités et les collectivités locales, en promouvant la diversité des intervenants.

Hypothèses

102. Cet effet direct se fonde sur les hypothèses suivantes: le matériel nécessaire est livré et installé en temps utile; les personnes mettent à profit leurs connaissances et leurs pratiques optimales; et l'évolution du contexte socioéconomique et les chocs ne modifient pas les priorités nationales.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

103. Le PAM appuiera les programmes et les institutions publics, en les aidant notamment à assurer une couverture équitable. Il renforcera la capacité opérationnelle des partenaires nationaux stratégiques, tout en participant à toutes les activités, de leur élaboration à leur mise en œuvre, dans un souci de pérennisation des programmes prioritaires. Pour encourager la prise en charge des activités par les autorités nationales, la coordination sera confiée aux collectivités locales.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

104. Des critères de ciblage ont été convenus avec les homologues nationaux, en tenant compte d'analyses différenciées par sexe et par âge. Les municipalités sélectionnées présentent les indices de développement économique les plus faibles et sont extrêmement vulnérables face aux phénomènes hydrométéorologiques extrêmes et aux effets du changement climatique ainsi que largement tributaires des importations de produits alimentaires. Pour tirer parti de l'interaction entre action humanitaire et développement, la région centrale touchée par l'ouragan Irma est également couverte.
105. Pour les interventions spécifiquement axées sur la nutrition, la priorité sera donnée aux régions où la prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de 2 ans est supérieure à 40 pour cent, et aux zones où vivent les groupes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel qui bénéficient de l'assistance d'institutions nationales. Le ciblage correspond à celui des programmes nationaux gérés par des partenaires stratégiques.

106. Les critères retenus pour élargir le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale sont la présence d'externats ruraux, le potentiel de la production agricole, l'accessibilité et la disponibilité limitées de vivres, l'engagement des autorités locales, et l'intérêt des familles, des enseignants et des responsables des communautés.
107. Plus de 1,5 million de personnes bénéficieront directement des interventions du PAM; 50 pour cent des bénéficiaires seront des filles et des femmes. Environ 1,3 million de personnes recevront une assistance alimentaire sous forme d'aide d'urgence en cas de catastrophe (effet direct stratégique 1); ce chiffre a été estimé avec les experts nationaux, sur la base des interventions menées précédemment après des ouragans et d'autres catastrophes, et du nombre de personnes qui auront probablement besoin d'assistance en cas de tremblement de terre dans l'est de Cuba. Cent vingt-huit mille personnes supplémentaires recevront des aliments nutritifs spécialisés, dont 13 500 femmes enceintes et 21 700 personnes âgées; les autres (presque 80 pour cent de ce groupe) seront des enfants de moins de 2 ans (effet direct stratégique 2). Le PAM ciblera également plus de 20 000 petits exploitants (dont 20 pour cent de femmes) et 12 200 enfants d'âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire (dont 49 pour cent de filles) (effet direct stratégique 3).
108. Environ 3,9 millions de personnes bénéficieront indirectement des améliorations du programme pour l'autonomie de l'approvisionnement alimentaire des municipalités et des activités de renforcement des capacités institutionnelles. Le PAM formera plus de 16 500 personnes, notamment des employés des collectivités locales et nationales, des techniciens et des travailleurs sociaux, et accompagnera leur action dans les domaines de la préparation aux situations d'urgence et de l'intervention en cas de crise (effet direct stratégique 1), de la communication visant à faire évoluer la société et les comportements (effet direct stratégique 2), des systèmes alimentaires locaux durables (effet direct stratégique 3), de la protection sociale à dimension nutritionnelle axée sur l'adaptation, du suivi détaillé de la sécurité alimentaire et de la nutrition et de l'analyse des données, de la gestion des catastrophes et des systèmes logistiques (effet direct stratégique 4).
109. Le PAM fera tout son possible pour que tous – femmes, hommes, filles et garçons – aient un accès équitable à l'assistance fournie en fonction de leurs besoins respectifs. Les bénéficiaires directs et indirects profiteront également des mesures visant à transformer les relations entre les sexes et à promouvoir l'égalité femmes-hommes mises en œuvre avec l'aide du PAM.
110. L'outil des bureaux de pays pour une gestion efficace des opérations (COMET) du PAM permettra d'enregistrer les bénéficiaires à partir des données dont le Gouvernement dispose. Le PAM évitera de compter plusieurs fois les mêmes bénéficiaires en établissant des références croisées entre les bénéficiaires du renforcement des capacités au titre de l'effet direct stratégique 4 et les bénéficiaires des autres effets directs stratégiques.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE, PRODUIT ET ACTIVITÉ

Effet direct stratégique	Activité	Produit	Groupe de bénéficiaires	2021	2022	2023	2024	Total
1	1	1.1	Filles	54 641	27 775	27 775	27 775	137 966
			Garçons	58 969	29 975	29 975	29 975	148 894
			Femmes	215 318	109 450	109 450	109 450	543 668
			Hommes	212 072	107 800	107 800	107 800	535 472
			Total	541 000	275 000	275 000	275 000	1 366 000
		1.2	Filles					-
			Garçons					-
			Femmes	10 200	10 200			10 200
			Hommes	9 800	9 800			9 800
			Total	20 000	20 000			20 000
2	2	2.1	Filles	12 410	12 410	12 410	12 410	49 640
			Garçons	12 912	12 912	12 912	12 912	51 648
			Femmes	7 212	7 212	7 212	7 212	21 030
			Hommes	3 032	3 032	3 032	3 032	6 128
			Total	35 566	35 566	35 566	35 566	128 446
3	3	3.1	Filles					-
			Garçons					-
			Femmes	2 591	2 591	2 217	2 217	2 591
			Hommes	12 651	12 651	10 825	10 825	12 651
			Total	15 242	15 242	13 042	13 042	15 242
		3.2	Filles					-
			Garçons					-
			Femmes	685	685	626	626	685
			Hommes	455	455	414	414	455
			Total	1 140	1 140	1 040	1 040	1 140
		3.3	Filles					-
			Garçons					-
			Femmes	646	646	646	646	646
			Hommes	3 154	3 154	3 154	3 154	3 154
			Total	3 800	3 800	3 800	3 800	3 800
		3.4	Filles	5 998	5 998	5 998	5 998	5 998
			Garçons	6 248	6 248	6 248	6 248	6 248
			Femmes					-
			Hommes					-
			Total	12 246	12 246	12 246	12 246	12 246
3.5	Filles					-		
	Garçons					-		
	Femmes	4 961	4 961	4 961	4 961	15 725		
	Hommes	1 739	1 739	1 739	1 739	3 305		
	Total	6 700	6 700	6 700	6 700	19 030		
Total			635 694	369 694	347 394	347 394	1 565 904	

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

111. Le Gouvernement fournit des rations alimentaires mensuelles à l'ensemble de la population sous forme de bons-produits, et le PAM complète généralement les programmes nationaux d'assistance alimentaire avec des transferts de produits alimentaires. À la suite de discussions récentes sur les modalités d'assistance alimentaire, le Gouvernement et le PAM sont convenus qu'en 2020, le PAM appuierait un projet pilote de transferts de type monétaire si certaines conditions étaient remplies. Le PAM fera appel aux filets nationaux de protection sociale actuels et envisagera des transferts de type monétaire aux institutions des autorités municipales chargées de l'éducation, de la santé et du commerce qui doivent approvisionner en aliments produits localement les groupes pris en charge dans leurs centres respectifs.
112. L'assistance en nature et les transferts de type monétaire se compléteront pour prévenir la malnutrition chez les enfants d'âge scolaire, les personnes âgées et les femmes enceintes. Dans le cadre de programmes sociaux, ces groupes recevront un assortiment de Super Cereal et de lait en poudre associé à des aliments produits localement (par des coopératives appuyées par le PAM), notamment des légumes frais, qui contribueront à diversifier leur alimentation. Les filles, les garçons, les femmes et les hommes bénéficieront des transferts de façon équitable.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

	Effet direct stratégique 1		Effet direct stratégique 2						Effet direct stratégique 3							
	Activité 1		Activité 2						Activité 3							
Type de bénéficiaires	Population touchée par un choc		Enfants de 6 à 11 mois	Enfants de 12 à 23 mois	Adolescents	Femmes enceintes dans les maternités	Personnes âgées		Enfants dans les crèches	Enfants (demi-pensionnaires)	Enfants (pensionnaires)	Enfants externes des écoles primaires		Femmes enceintes dans les maternités	Personnes âgées dans les cantines communautaires	
Modalité	Produits alimentaires		Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Cantines communautaires et institutions Bureau de l'Historien de La Havane	Pension complète dans les centres d'accueil				Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire
Céréales	140															
Légumes secs	75															
Huile	50															
Poisson en conserve		250														
Lait en poudre					25		25	50		50			25			
Légumes frais																
Sel																
Sucre																
Super Cereal						50	50	50		50						
Micronutriments en poudre			1	1												
Total kcal/jour	1 202	520	s. o.	s. o.	91	188	278	369	19	369	19	19	91	477	19	19

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (<i>grammes/personne/jour</i>) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollars/personne/jour</i>) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ																
	Effet direct stratégique 1		Effet direct stratégique 2						Effet direct stratégique 3							
	Activité 1		Activité 2						Activité 3							
Type de bénéficiaires	Population touchée par un choc		Enfants de 6 à 11 mois	Enfants de 12 à 23 mois	Adolescents	Femmes enceintes dans les maternités	Personnes âgées		Enfants dans les crèches	Enfants (demi-pensionnaires)	Enfants (pensionnaires)	Enfants externes des écoles primaires		Femmes enceintes dans les maternités	Personnes âgées dans les cantines communautaires	
Modalité	Produits alimentaires		Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Cantines communautaires et institutions Bureau de l'Historien de La Havane	Pension complète dans les centres d'accueil				Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires
% kcal d'origine protéique	8,5	47,3	s. o.	s. o.	40,0	16,3	24,0	27,9	66,3	27,9	66,3	66,3	40,0	16,8	66,3	66,3
Transferts de type monétaire* (<i>dollars/personne/jour</i>)									0,049		0,049	0,049		0,133	0,049	0,049
Nombre de jours d'alimentation par an	27	2	60	120	220	360	360	360	231	231	220	220	220	220	360	360

* L'argent sera remis aux institutions locales pour fournir 100 grammes par personne et par jour de légumes frais et un déjeuner complet aux enfants ciblés dans les externats du primaire qui ne reçoivent pas de repas scolaires.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	4 158	1 559 250
Légumes secs	2 228	1 581 525
Huiles et matières grasses	1 485	2 034 450
Aliments composés et mélanges	496	233 706
Autres	684	3 998 954
Total (produits alimentaires)	9 051	9 407 885
Transferts de type monétaire		1 057 420
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	9 051	10 465 305

4.2 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

113. L'équipe du bureau de pays se compose de 25 employés, dont 64 pour cent de femmes. Elle possède des compétences dans les principaux domaines d'intervention du PSP: les systèmes alimentaires, la nutrition, l'alimentation scolaire, la réduction des risques de catastrophe, et la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise. Un responsable de la coordination des questions relatives à la problématique hommes-femmes est en place, appuyé par des consultants spécialisés recrutés pour des activités spécifiques. Pour le PSP, le bureau de pays embauchera des consultants spécialisés dans les domaines de la microassurance et de la surveillance des cultures pour transposer les initiatives dans ces domaines à plus grande échelle. Le bureau de pays fera appel aux spécialistes du Bureau régional de Panama et du Siège du PAM.
114. Les contrôleurs de terrain du PAM⁴⁵ continueront d'assurer des opérations de terrain efficaces et un suivi régulier des progrès accomplis en tenant compte de la problématique hommes-femmes, en étroite coordination avec les autorités locales. Ils coordonneront également les mécanismes de remontée de l'information lors des visites mensuelles sur le terrain.

4.3 Partenariats

115. Toutes les activités du PAM prévues dans le PSP seront mises en œuvre avec des partenaires cubains aux niveaux national ou local. La mise en œuvre, la planification et la mobilisation des ressources seront coordonnées avec le Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger.
116. Le PAM participe à des activités interorganisations, en dirigeant l'équipe technique d'intervention d'urgence des Nations Unies et en codirigeant l'équipe technique chargée de la sécurité alimentaire avec la FAO, qui devrait contribuer à l'exécution du plan national pour la souveraineté alimentaire et l'éducation nutritionnelle. Il est également membre d'autres organes de coordination sur des questions telles que la problématique hommes-femmes, le suivi et la communication, et de l'équipe chargée de la gestion des opérations.

⁴⁵ Le PAM est le seul organisme des Nations Unies présent sur place à Cuba.

117. Le PAM entend continuer de renforcer sa collaboration avec la FAO à l'appui de la résilience des communautés dans sept municipalités de la région centrale touchées par la sécheresse et par l'ouragan Irma, en particulier concernant la gestion des connaissances. Il travaillera avec d'autres partenaires des Nations Unies, notamment le FIDA, le PNUD, l'UNICEF, l'OMS et l'OPS, en ce qui concerne les systèmes alimentaires durables, le renforcement de la résilience et les approches à dimension nutritionnelle. Le PAM collaborera également avec le FNUAP sur la dynamique démographique et les politiques relatives aux soins.
118. Le PAM coopérera avec des instituts techniques, des établissements universitaires et des centres de recherche, des organisations non gouvernementales et d'autres acteurs dans le cadre des activités de formation. Il intensifiera sa collaboration avec les services de communication de diverses universités pour travailler sur les habitudes alimentaires saines et les informations provenant des systèmes d'alerte rapide. Ces partenaires joueront également un rôle moteur dans la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes et de l'âge dans toutes les interventions. En collaboration avec la Fédération des femmes cubaines et l'Association nationale des petits agriculteurs, le PAM continuera de faciliter la mise en œuvre de la stratégie du Ministère de l'agriculture concernant l'égalité des sexes. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire seront également encouragées.
119. Le PAM poursuivra sa collaboration avec les institutions nationales qui jouent un rôle essentiel dans la prise des décisions, comme le Ministère de l'économie et de la planification (en tant que chef de file des groupes de travail 2030) et le Bureau national de la statistique et de l'information.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

120. Le PAM utilisera son système de suivi tenant compte de la problématique hommes-femmes pour ajuster ses opérations, renforcer la responsabilité institutionnelle à l'égard des donateurs et des bénéficiaires; assurer le ciblage en cas de pénurie de financement et recenser les enseignements susceptibles d'améliorer l'efficacité de ses interventions. Il coordonnera la collecte d'informations avec ses homologues gouvernementaux pour ce qui est des résultats et du suivi des processus aux niveaux national et local. Des indicateurs de résultats ont été sélectionnés dans le Cadre révisé de résultats institutionnels du PAM pour 2017–2021.
121. Le PAM recueillera des données ventilées par sexe et par âge pour évaluer l'incidence des activités sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons. Ces informations étayeront l'élaboration et la mise en œuvre de programmes, et seront utilisées pour mesurer les résultats institutionnels du PAM et les indicateurs relatifs aux ODD du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.
122. Le suivi des processus sera effectué par les contrôleurs de terrain du PAM se trouvant dans chacune des cinq provinces orientales. Chaque contrôleur de terrain, accompagné de fonctionnaires gouvernementaux, effectuera des visites de suivi aléatoire mensuelles dans les institutions bénéficiaires. Dans la province de Villa Clara, un système de suivi conjoint sera mis en œuvre avec la FAO dans le cadre du projet ProAct. Ce système comprendra un modèle de mesure et d'analyse de l'indice de résilience, qui a été adapté à Cuba en vue de pouvoir mesurer pour la première fois la résilience des coopératives face à l'insécurité alimentaire. Le suivi des résultats (produits et effets directs) se fondera sur les informations fournies par les homologues gouvernementaux aux niveaux provincial et national pour les indicateurs sélectionnés.

123. Les résultats du suivi seront discutés chaque mois par les comités provinciaux et municipaux coordonnés par les autorités locales et composés de représentants locaux des ministères compétents. En outre, le Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger créera un comité national qui assurera un suivi efficace des mesures correctives.
124. Le PAM continuera d'assurer des formations et une assistance technique afin de renforcer les capacités de ses homologues en matière de suivi et d'évaluation avec prise en compte de la problématique hommes-femmes et, notamment, d'améliorer la qualité, l'exactitude et la ponctualité des rapports de suivi. Ces actions, jointes à l'utilisation de l'outil COMET, renforceront l'application du principe de responsabilité du PAM à court terme et auront des incidences positives sur les systèmes de suivi et d'évaluation des programmes cubains de protection sociale.
125. Les avis des bénéficiaires seront principalement recueillis par le biais des urnes mises en place par les pouvoirs publics pour collecter réclamations et commentaires dans chaque institution s'occupant de protection sociale et en organisant des discussions de groupe. Le PAM s'attachera à améliorer ces mécanismes, en coordination avec les pouvoirs publics, pour renforcer la responsabilité, l'efficacité, l'équité et la transparence de ses opérations.
126. Une évaluation décentralisée des activités pilotes en cours relevant du PSP provisoire sera menée en 2021 et les enseignements tirés contribueront à envisager la transposition possible de ces activités à plus grande échelle dans le cadre du PSP. Une évaluation finale du PSP sera effectuée à la fin de l'année 2023 pour aider à élaborer le prochain PSP, en examinant l'efficacité et la position stratégique du PAM et la cohérence de son action.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

127. Cuba étant un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les organismes des Nations Unies peinent à mobiliser des financements pour les programmes et projets devant y être menés. Pour remédier à ce problème, le PAM a élaboré un plan d'action concernant les partenariats et collaborera avec le Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger en vue d'établir une stratégie de mobilisation des ressources.
128. Les aléas naturels exposent Cuba à des risques constants. Des ressources supplémentaires pourraient s'avérer nécessaires pour appuyer les interventions gouvernementales en cas de catastrophes. Le PAM continuera de travailler avec des experts et des décideurs cubains, aux niveaux national et local, afin de renforcer leurs capacités en matière de gestion des risques de catastrophe ainsi que de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise.
129. La vulnérabilité économique et financière du pays, lourdement aggravée par l'impact de la COVID-19, menace la stabilité des programmes publics de protection sociale, qui sont tributaires du budget de l'État. La COVID-19 pourrait avoir des répercussions majeures sur la sécurité alimentaire et une incidence sur l'élaboration et les résultats des programmes du PAM, étant donné que les activités du PSP complètent les programmes publics. Le PAM suivra l'évolution de la situation pour contribuer à l'élaboration en temps utile des mesures programmatiques appropriées, maintiendra un dialogue constant avec le Gouvernement sur les priorités nationales et recherchera des moyens d'appui possibles dans les plans d'intervention des Nations Unies.
130. Les délais associés à l'approbation des nouvelles propositions de projet par les homologues nationaux peuvent retarder la mise en œuvre, au risque de dissuader les donateurs de financer des activités à Cuba. Le PAM s'emploie donc avec ses homologues nationaux à travailler en amont à l'élaboration de projets nationaux afin de faciliter leur approbation rapide.

131. Le Gouvernement s'attache toujours à perfectionner ses mécanismes de ciblage, mais il existe un risque d'erreur d'inclusion ou d'exclusion concernant les activités du PSP. Le PAM continuera de collaborer avec ses homologues nationaux pour mettre en commun les outils et les méthodes de ciblage.

Risques opérationnels

132. La complexité des procédures et la faiblesse des infrastructures logistiques nationales servant au transport intérieur et à la distribution de vivres et d'articles non alimentaires pourraient entraîner des retards, qui freineraient à leur tour la livraison aux bénéficiaires. Soucieux d'atténuer ce risque, le PAM collaborera avec le Gouvernement pour renforcer les capacités des institutions nationales qui participent à ces processus.
133. Les pénuries de carburant se répercutent sur les opérations du PAM et sur ses capacités de suivi, ce qui pourrait se traduire par le report ou l'annulation de certaines activités prévues.
134. L'impact de la COVID-19 pourrait retarder les procédures d'achat selon la situation dans les pays fournisseurs. La priorité sera donnée aux achats prévus pour la première année, et des modalités de transport seront examinées.
135. Les retards pris par les homologues dans la présentation des rapports de suivi pourraient empêcher de prendre les décisions et d'adapter les projets en temps voulu. Le PAM continuera d'appuyer le renforcement des capacités institutionnelles de suivi et d'évaluation aux niveaux national et local.
136. Des problèmes de connectivité peuvent également entraver la mise en place et le bon fonctionnement de systèmes internes, tels que le Système mondial et réseau d'information du PAM et le Système d'appui à la gestion logistique. Le PAM continuera de rechercher des solutions novatrices pour atténuer ce risque.

Risques financiers

137. Bien qu'aucun calendrier n'ait été arrêté à ce jour, les plans nationaux d'unification monétaire représentent un risque supplémentaire qui pourrait entraîner une hausse des coûts des programmes et, partant, compromettre la mise en œuvre des projets. Dans le cadre de l'équipe chargée de la gestion des opérations à Cuba, le PAM continuera de suivre l'élaboration des mesures prises par le Gouvernement à cet égard.
138. Les prix pourraient également varier par rapport à ceux prévus en raison de l'impact de la COVID-19 sur les marchés internationaux. S'ils augmentent, les quantités seront ajustées pour éviter les ruptures d'approvisionnement. Les groupes et les régions les plus vulnérables auront la priorité, si cela s'avère nécessaire.

5.3 Garanties sociales et environnementales

139. En collaboration avec les institutions nationales, le PAM évaluera les risques sociaux et environnementaux potentiels de toutes les activités – en particulier l'activité 3 – et élaborera des mesures afin d'en éviter, réduire ou atténuer les effets négatifs. Il encouragera le recours à des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et veillera à améliorer la résilience des petits exploitants face aux effets du changement climatique. Toutes les activités du PSP seront également examinées, afin de déterminer leur impact possible sur les relations entre les sexes.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)						
Effet direct stratégique	Activité	2021	2022	2023	2024	Total
1	1	4 082 808	3 934 551	3 401 980	3 239 630	14 658 969
2	2	439 359	433 004	246 760	262 243	1 381 366
3	3	3 402 856	3 720 593	3 206 232	1 444 818	11 774 500
4	4	1 519 943	606 788	411 989	339 110	2 877 829
Total		9 444 967	8 694 936	7 266 961	5 285 801	30 692 664

140. Près de 50 pour cent des ressources du PSP seront attribuées aux effets directs stratégiques 3 et 4, conformément à l'accent mis sur le renforcement des systèmes alimentaires locaux et de la résilience. La part du budget affectée à l'effet direct stratégique 1 (intervention face à une crise) correspond à la valeur des stocks de denrées alimentaires et d'articles non alimentaires prépositionnés, et au coût des activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise. Des ressources financières adéquates seront allouées aux activités qui contribuent à l'obtention de résultats en matière d'égalité des sexes, principalement des initiatives visant à renforcer l'autonomisation des femmes par le biais des systèmes alimentaires locaux.

6.2 Perspectives et stratégie de financement

141. Les perspectives de financement sont relativement bonnes pour la plupart des effets directs stratégiques, compte tenu des contributions confirmées et des contributions prévues dont la probabilité de confirmation est forte ou moyenne. Les effets directs stratégiques 1 et 3 ont bénéficié de l'appui de plusieurs donateurs ces dernières années. S'agissant de l'effet direct stratégique 1, le PAM devra mobiliser les ressources nécessaires chaque année dans l'éventualité où une intervention d'urgence entraînerait l'utilisation des stocks de vivres prépositionnés. La stratégie consistera à faire appel aux donateurs habituels et à des donateurs potentiels qui privilégient les interventions menées face aux crises, et à mobiliser des ressources par l'intermédiaire de plans d'action et d'initiatives conjointes des Nations Unies.
142. Les activités de prévention de la malnutrition menées au titre de l'effet direct stratégique 2 sont insuffisamment financées. Si ce déficit persiste au cours de la mise en œuvre, il faudra donner la priorité à l'assistance alimentaire, en particulier aux micronutriments en poudre, compte tenu de la prévalence élevée de l'anémie chez les enfants de moins de 2 ans, et de l'utilité et de la rentabilité éprouvées de ce type d'assistance. Avec le concours du bureau régional et du Siège, le bureau de pays consultera les donateurs intéressés par les activités axées sur la nutrition.
143. La stratégie du PAM en matière de mobilisation de ressources consistera à consolider les partenariats avec les donateurs habituels en plaidant en faveur d'un appui pluriannuel et à élargir la base des donateurs en recherchant de nouveaux partenaires qui puissent travailler avec le PAM pour appuyer les priorités gouvernementales. Le PAM collaborera avec le Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger pour mobiliser des ressources. Pendant la mise en œuvre du PSP, le bureau de pays continuera d'assurer la coordination avec le Bureau régional de Panama et le Siège du PAM afin d'appuyer le plan d'action concernant les partenariats en faveur de Cuba.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR CUBA (2021–2024)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les populations exposées à des risques multiples conservent leur accès à l'alimentation pendant et après une catastrophe

Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

1. Le matériel requis pour renforcer la capacité de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise est fourni et mis en place en temps voulu; les personnes mettent à profit les connaissances et les pratiques optimales apprises.
2. Une catastrophe se produit qui affecte la sécurité alimentaire de la population vulnérable.
3. Le Gouvernement se conforme à l'accord sur l'entreposage et l'utilisation des stocks alimentaires et non alimentaire prépositionnés du PAM.

Indicateurs d'effet direct

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Activités et produits

1. Apporter une assistance alimentaire en temps voulu aux personnes touchées par un choc, tout en renforçant les capacités locales et nationales de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les personnes touchées par un choc reçoivent une assistance alimentaire pour que leur sécurité alimentaire et leur état nutritionnel ne se dégradent pas. (A: Ressources transférées)

Les personnes touchées par un choc bénéficient des capacités locales et nationales renforcées de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, qui garantissent leur sécurité alimentaire pendant et après la survenue de catastrophes. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2024, l'état nutritionnel des groupes vulnérables sur le plan nutritionnel, ainsi que la diversité et la teneur nutritionnelle de leur régime alimentaire, s'améliorent dans les municipalités ciblées

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

1. L'offre d'aliments nutritifs reste stable et est distribuée de manière adéquate par les institutions gouvernementales;
2. Les prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux ne connaissent pas d'augmentation significative qui pourrait compromettre la stabilité et la fréquence des livraisons prévues;
3. Les pénuries de carburant n'ont aucune incidence sur les livraisons de vivres prévues et la composante éducation nutritionnelle reste hautement prioritaire pour le Gouvernement cubain. Les éventuelles modifications de l'environnement opérationnel peuvent être liées à la situation épidémiologique, ce qui pourrait entraîner une réorientation des priorités des autorités sanitaires nationales et locales.

Indicateurs d'effet direct

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Activités et produits

2. Fournir des aliments nutritifs aux groupes vulnérables sur le plan nutritionnel dans le cadre de programmes de protection sociale et d'une stratégie visant à faire évoluer la société et les comportements qui promeut une alimentation saine. (Prévention de la malnutrition)

Les enfants de moins de 2 ans, les femmes enceintes et les personnes âgées reçoivent des aliments nutritifs spécialisés qui contribuent à répondre à leurs besoins nutritionnels. (B: Aliments nutritifs fournis)

Les enfants, les adolescents, les femmes enceintes, les personnes âgées et leurs familles, bénéficient d'une campagne visant à faire évoluer la société et les comportements qui les encourage à adopter de bonnes habitudes alimentaires. (E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements réalisés)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2024, les groupes vulnérables bénéficient de systèmes alimentaires locaux plus résilients face aux effets du changement climatique et de filets de protection sociale plus efficaces

Catégorie d'effet direct correspondante: Accroissement de la disponibilité de biens et services publics contribuant à renforcer les systèmes de production alimentaire

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

1. Le mécanisme conçu pour transférer des espèces aux institutions sélectionnées fonctionne efficacement;
2. Le matériel requis pour améliorer le rendement est livré en temps voulu; les personnes mettent à profit les connaissances et les pratiques optimales apprises;
3. L'offre d'aliments nutritifs produits localement augmente en fonction de l'accroissement de la production et des besoins alimentaires des programmes de protection sociale.

Indicateurs d'effet direct

Pourcentage de petits exploitants ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives, ventilé par sexe

Valeur et quantité des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

3. Mettre en place des activités de formation et fournir du matériel et une assistance technique aux parties prenantes des systèmes alimentaires locaux, tout en garantissant une alimentation plus nutritive, plus régulière et plus diversifiée pour les enfants d'âge scolaire et d'autres groupes vulnérables sur le plan nutritionnel (Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

Des petits exploitants des deux sexes et d'autres acteurs des chaînes de valeur agricoles reçoivent une formation, du matériel et une assistance technique favorisant l'adoption de pratiques résilientes face aux aléas climatiques; ils sont ainsi mieux à même d'approvisionner de façon régulière les filets de protection sociale à dimension nutritionnelle en aliments variés et de qualité. (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les petits exploitants jeunes ou de sexe féminin reçoivent une formation et du matériel, et peuvent accroître leur participation à l'activité économique et jouer un rôle majeur dans la gestion des systèmes alimentaires locaux. (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les petits exploitants et les coopératives disposent d'outils innovants de prévention des risques, y compris l'assurance des récoltes, qui renforcent leur résilience face aux risques climatiques. (G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

Les enfants d'âge scolaire bénéficient d'un programme d'alimentation scolaire renforcé grâce à des systèmes alimentaires locaux plus résilients, à un approvisionnement régulier en aliments nutritifs produits localement et à des actions éducatives sur les bonnes habitudes alimentaires. (N: Alimentation scolaire assurée)

Les femmes enceintes et les personnes âgées qui reçoivent une assistance par le biais des filets de protection sociale bénéficient d'un accès plus régulier aux aliments, grâce à des systèmes alimentaires locaux plus résilients. (A: Ressources transférées)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2024, les autorités locales et nationales disposent de capacités renforcées pour gérer des systèmes alimentaires et nutritionnels inclusifs, complets et adaptatifs

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

1. Les outils de gestion des risques de catastrophes et de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition favorisés par le PAM sont alignés sur les mécanismes standards du Gouvernement.
2. Le matériel nécessaire est livré et installé en temps utile; les personnes mettent à profit les connaissances et les pratiques optimales apprises.
3. L'évaluation des lacunes du système logistique national est effectuée dans le pays avec le soutien du PAM.
4. L'évolution du contexte socioéconomique et les chocs ne modifient pas les priorités nationales.

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité de gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Activités et produits

4. Renforcer la capacité des décideurs locaux et nationaux en matière de gestion des programmes de protection sociale, d'analyse et de suivi des risques de catastrophe et des risques climatiques, de la sécurité alimentaire et de la nutrition (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les groupes vulnérables bénéficient de programmes de protection sociale durables à dimension nutritionnelle qui ont été renforcés à l'aide d'outils de ciblage garantissant une assistance plus efficace et de meilleure qualité. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

La population cubaine bénéficie du renforcement des capacités institutionnelles d'analyse et de suivi de données multisectorielles relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, qui améliorent les processus de prise de décisions. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les habitants des municipalités ciblées bénéficient du renforcement des capacités des institutions techniques et des autorités gouvernementales dans les domaines de la gestion des risques de catastrophe, des risques climatiques et des systèmes d'alerte rapide, ce qui accroît la résilience du système alimentaire face aux risques naturels et aux effets du changement climatique. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

La population cubaine bénéficie d'un système logistique renforcé d'approvisionnement alimentaire efficace, stable et efficient. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Grâce à des initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, la population de Cuba et d'autres pays sélectionnés bénéficie du partage de l'expérience et des pratiques optimales de gestion des produits alimentaires, de nutrition, de résilience des systèmes alimentaires face aux effets du changement climatique et de réduction des risques de catastrophe. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.1: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)					
	Résultat stratégique 1 du PAM, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2 du PAM, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 4 du PAM, cible 4 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5 du PAM, cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	
Transfert	12 582 576	924 660	9 563 456	2 032 260	25 102 952
Mise en œuvre	88 956	275 062	641 514	484 313	1 489 845
Coûts d'appui directs ajustés	1 092 758	97 335	850 898	185 614	2 226 605
Total partiel	13 764 290	1 297 057	11 055 868	2 702 187	28 819 403
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	894 679	84 309	718 631	175 642	1 873 261
Total	14 658 969	1 381 366	11 774 500	2 877 829	30 692 664

Liste des sigles utilisés dans le présent document

COMET	outil des bureaux de pays pour une gestion efficace des opérations
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la santé
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance